

Femmes et pouvoir politique : dur... dur...

Autor(en): **Chapuis-Bischof, Simone**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **82 (1994)**

Heft 4

PDF erstellt am: **06.12.2019**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-286809>

Nutzungsbedingungen

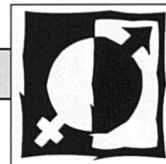
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

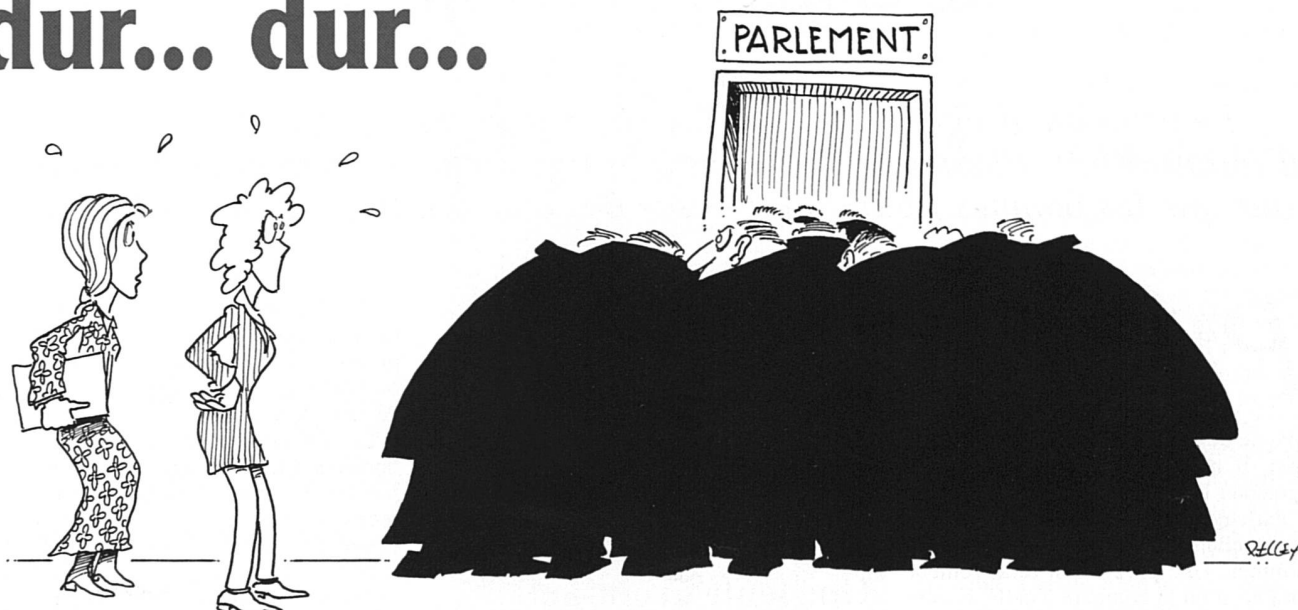
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Femmes et pouvoir politique: dur... dur...



Encore trop absentes du monde politique, les femmes développent des stratégies. L'idée d'une démocratie paritaire inquiète et séduit à la fois. Mais tant que les femmes ne seront pas suffisamment nombreuses dans les sphères décisionnelles, leur parcours dans le monde politique prendra des allures de chemin de croix.

Partout, les femmes comptent les sièges que leurs représentantes occupent, partout elles déplorent d'être trop peu nombreuses dans les autorités politiques, partout elles cherchent des moyens de compenser le privilège masculin ancestral du pouvoir public afin d'accéder, elles aussi, aux postes de décision. Des voix bien pensantes pontifient: «Patience, l'évolution des mentalités est lente, mais le temps corrigera ces injustices. D'ailleurs, il n'y a plus de barrières, l'égalité existe dans les lois. Il suffit de vouloir, il suffit d'être capable, l'électeur et l'électrice la choisira... Attendez, attendez!»

Eh bien non! Le temps n'est plus à l'attente. Les femmes en ont assez de *cet apartheid sexuel qui affecte nos démocraties*, comme le dit Elisabeth Sledziewski, maîtresse de conférences à l'Institut d'études politiques de Strasbourg. Elles en ont assez de subir des lois faites par et pour une majorité d'hommes (80 à 90%). Elles veulent aujourd'hui partager les décisions politiques.

Dossiers de revues et livres abondent qui ont traité le sujet «les femmes et le pouvoir», et tous aboutissent à la même conclusion: les femmes n'aspirent pas au pouvoir par réel goût de la domination et des honneurs. Ce qui les intéresse, c'est le travail bien fait, l'action concrète. Elles font une autre politique, elles aiment mettre la main à la pâte. C'est ainsi qu'elles conçoivent le partage des responsabilités.

En choisissant ce sujet, nous avons décidé de ne pas nous attarder sur cet aspect du problème (traité dans l'*Hebdo*, dans l'*Express*, dans le *Nouvel Observateur* et dans bien d'autres journaux cet hiver) mais plutôt de dresser des constats et de voir de quelle manière concrète on envisage dans plusieurs pays d'augmenter le nombre des femmes politiques.

Car c'est bien une question de nombre, et, le 9 mars, lors du débat sur le projet de loi sur l'égalité, on a pu le vérifier une fois de plus: s'il y avait eu davantage de conseillères nationales de tous les partis, le problème de l'égalité des salaires aurait été ressenti différemment et certains votes auraient eu une autre issue.

A côté d'articles relatifs à certaines élections récentes ou aux femmes élues dans les exécutifs cantonaux, on trouvera plus loin des nouvelles du Portugal, de

Belgique, de la commission européenne chargée de sensibiliser les pays membres de la Communauté en vue des prochaines élections européennes. Maryam Khan nous parle de ces cas rares, soit ces onze cheffes de gouvernement réparties de par le monde. Luisa Ballin a interrogé l'une d'elles, Benazir Bhutto.

Les femmes victimes du machisme politique ne veulent plus se taire et dénoncent publiquement. Deux livres racontent comment elles sont exclues du pouvoir. Notre dossier est donc complété par le témoignage d'Edith Cresson et de Michèle Barzach.

Partout on se pose des questions sur la façon la meilleure de promouvoir les femmes en politique.

Les pays qui présentent de bons scores (le Danemark avec ses 33% de femmes au Parlement, les Pays-Bas avec ses 24%, la Norvège avec ses neuf femmes ministres), ces pays ont adopté des quotas sur les listes de candidats depuis longtemps. D'autres pays ont introduit (l'Italie), ou vont le faire (la Belgique), une législation progressive et peut-être provisoire des quotas, alors que d'autres enfin cherchent à modifier leur système électoral.

L'idée de parité fait son chemin. Mais la parité est un but; reste à trouver les moyens. Il n'existe pas qu'une seule recette. Chacun veut essayer la sienne.

Simone Chapuis-Bischof

(Ce dossier a pu être réalisé grâce à la documentation fournie par Corinne Chaponnière et Miet Smet, ministre du Travail et de l'Emploi, chargée de la politique d'égalité des chances, Bruxelles; par Claude Servan-Schreiber et Françoise Gaspard de *Parité-Infos*; par Claudette Apprill de Strasbourg.)